

Annonces de parutions

Les articles ou ouvrages énumérés ci-dessous pourront faire l'objet d'une note de lecture dans un prochain numéro.

Jurisprudence et avis de 2001 - Collectivités publiques et concurrence.

Conseil d'État : Rapport public 2002.

Paris : La Documentation Française 2002 ; 465 pages.

Jurisprudence du Conseil d'Etat 2001 - Analyse de la jurisprudence.

Choix d'arrêt de l'année 2001. Document d'études.

Paris : La Documentation Française 2002 ; 49 pages.

Premiers soins. Le guide pratique.

Jean-Louis Peytavin

Paris : Editions Prat 2002 ; 260 pages.

Responsabilité du médecin. Mode d'emploi.

Catherine Payet-Vincent

Paris : Masson ; 276 pages.

Risques et assurances de responsabilité civile.

Constant Eliashberg

Paris : L'Argus de l'Assurance 2002, 4^e édition ; 382 pages.

Mieux vivre avec l'asthme.

Pierre Duroux, Michel De Boucaud, Marie-Dominique Le Borgne

Paris : Odiles Jacob 2002 ; 149 pages.

Au carrefour des droits.

Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis.

Paris : Dalloz ; 901 pages.

Risques et vigilances sanitaires. Organisation et coordination dans les établissements de santé.

Nicole Jézéquel, Jean-Louis Raymond

Bordeaux : Les Etudes Hospitalières 2002 ; 336 pages.

Ethique médicale et biomédicale.

Revue française des Affaires sociales n°3.

Paris : La Documentation Française 2002 ; 350 pages.

- Normes, droit et bioéthique

- Normes nationales et internationales en bioéthique (*Brigitte Feuillet-Le Mintier*)

- La portée des normes dans le domaine de la biomédecine (*Jean-Pierre Duprat*)

- Le projet de loi de juin 2001 relatif à la bioéthique (*Hélène Khodoss*)

- Ethiques et pratiques. *L'éthique clinique*

- Lorsque l'autonomie du médecin est remise en cause par l'autonomie du patient : le champ hospitalier de l'éthique clinique aux Etats-Unis et en France (*Jean-Christophe Mino*)

- L'ingérence profane dans la décision médicale : le malade, la famille et l'éthique clinique (*Kristina Orfali*)

- Naissance et handicap

- L'arrêt Perruche et nos contradictions face à la situation des personnes handicapées. Point de vue (*Jean-Paul Amann*)

- L'indemnisation du handicap de naissance : vrai débat ou question mal posée ? (*Catherine Labrusse-Riou*)

- **Fin de vie**
 - Les soins palliatifs : enjeux éthiques d'une rencontre : le soignant face à la personne en fin de vie (*Dominique Jacquemin*)
 - Vingt ans d'expérience de soins palliatifs et de réflexion éthique en gériatrie à l'hôpital Paul Brousse
 - Les débats qui subsistent après l'encadrement légal de l'euthanasie aux Pays-Bas (*John Griffiths*)
- **Diverses questions éthiques**
 - Les systèmes de score pour la répartition et l'attribution des organes aux malades en attente de greffe, une évolution dans la direction de l'équité ? (*Christian Hiesse, Esmaralda Lucioli et Didier Houssin*)
 - Enjeux éthiques d'une critique épistémologique dans un champ où la médecine prédictive se construit : le dépistage du prédiabète de type I chez l'enfant (*Claude Deschamps et Armelle de Bouvet*)
- **Ethique et recherche médicale et biomédicale**
 - Enquête sur les pratiques d'information et de recueil du consentement dans la recherche biomédicale : consentir, mais à quoi ? (*Philippe Amiel*)
 - Brevets et éthique : les controverses sur la brevetabilité des gènes humains (*Maurice Cassier*)
 - Enjeux de la recherche et du débat sur l'éthique médicale et biomédicale - Le programme « éthique médicale et biomédicale » de la MiRe : structurer un champ de recherche (*Elisabeth Zucker et Patrick du Cheyron*)
 - Enjeux et valeur de l'éthique. Point de vue du président du comité scientifique du programme de recherche « éthique » médicale et biomédicale » (*Patrick Guyomard*)
 - Ethique médicale et biomédicale : une éthique appliquée

Relever le défi des biotechnologies. Rapport au ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Groupe de travail présidé par Noëlle Lenoir.

Paris : La Documentation Française 2002 ; 144 pages.

Handicaps moteurs et sexualité - Une bibliographie annotée.

Patrick De Colomby

Paris : CTNERHI 2002 ; 77 pages.

Dossier professionnel réglementaire Handicap et Droit - n° 1-2003.

Textes de base mis à jour au 31 décembre 2002.

Paris : CTNERHI 2002 ; 277 pages.

Penser à la médecine. Essais philosophiques.

Robert Zittoun, Bernard-Marie Dupont (coordonnateurs)

Paris : Ellipses 2002 ; 272 pages.

Le plateau technique médical à l'hôpital.

Georges Broun (coordinateur)

Paris : Eska 2002 ; 622 pages.

Comment évaluer l'impact de la complémentaire CMU sur l'emploi ?

Agnès Couffindhal, Paul Dourgnon, Pierre-Yves Geoffard et al.

Questions d'économie de la santé (CREDES) 2002, n° 59

Qui change de couverture complémentaire maladie et pourquoi ?

Michel Grignon, Rémi Sitta

Questions d'économie de la santé (CREDES) 2003, n° 64

Efficacité et efficacité de la délégation d'actes des médecins généralistes aux infirmières.

Fabienne Midy

Questions d'économie de la santé (CREDES) 2003, n° 65

Santé, famille, protection sociale, exclusion : les opinions des Français de 2000 à 2002.

Pierre Boisselot

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES).

Etudes et Résultats, n° 223, mars 2003.

http : //www.sante.gouv.fr

L'installation des médecins : les déterminants du choix géographique (1974-1999).

Bui Dang Ha Doan

Cahiers de sociologie et de démographie médicales 2002 ;42,4 : 337-58.

Les motifs d'installation des médecins libéraux en Ile-de-France.

Julien Galli, Jean-Marc Laporte

Cahiers de sociologie et de démographie médicales 2002 ;42,4 : 379-94.

Le droit des malades et la loi du 4 mars 2002.

Jean-Marie Clément

Bordeaux : Les Etudes Hospitalières 2002 ; 256 pages.

Internet et libertés. Quelques repères.

Emmanuel Tois

In : Cour de cassation. Les libertés. Rapport 2001. Paris : La Documentation Française ; 2002, p. 203-55.

Les droits fondamentaux dans le contentieux de la sécurité sociale.

Bernard Thavaud, Serge Petit

In : Cour de cassation. Les libertés. Rapport 2001. Paris : La Documentation Française ; 2002, p. 199-205.

Le concept de la personne humaine en droit public. Recherche sur le sujet des droits fondamentaux.

Xavier Bioy

Paris : Edition Dalloz 2003 ; 917 pages.

Spécial « Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé ».

Revue de droit sanitaire et social, octobre-décembre 2002, n° 4

- La solidarité envers les personnes handicapées
 - Handicap congénital : les dispositifs « anti-Perruche » (*Jean-Michel de Forges*), p. 645
- La démocratie sanitaire
 - Le droit des personnes hospitalisées (*Marie-Laure Moquet-Anger*), p. 657
 - Les droits à l'information et consentement de l'« usager du système de santé » après la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 (*Michèle Harichaux*), p. 673
 - La Commission des relations avec les usagers et la qualité de la prise en charge dans la loi du 4 mars 2002 (*Eric Gherardi*), p. 687
 - L'hébergement des données de santé : entre contrat et statut (*Isabelle Vacarie*), p. 695
- La qualité du système de santé
 - Déontologie et organisation des professions de santé (*Jacques Petit*), p. 707
 - La chirurgie esthétique (*Christine Cormier*), p. 724
 - Les apports de la loi du 4 mars 2002 au droit pharmaceutique (*Anne Laude*), p. 738
 - La prévention dans la loi du 4 mars 2002 : organisation ou politique ? (*Jean-Michel de Forges*), p. 745
 - La place dans la loi du 4 mars 2002 dans l'évolution de la coopération hospitalière (*Maxence Cormier*), p. 752
 - Les sociétés coopératives hospitalières de médecins (*Xavier Badin*), p. 765
- La réparation des conséquences des risques sanitaires
 - L'assurance des risques de santé et la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 (*Marie-Luce Demeester*), p. 783
 - L'expertise des accidents médicaux (*Jean Penneau*), p. 797
 - La réparation des conséquences des risques sanitaires (*Louis Dubouis*), p. 803

Code de la fonction publique.

Serge Salon, Jean-Charles Savignac
Paris : Dalloz, Edition 2003.

Troisième édition de ce code, articulé autour des quatre lois qui forment le statut général de la fonction publique : droits et obligations des fonctionnaires (loi du 13 juillet 1983) ; fonction publique de l'Etat (loi du 11 janvier 1984) ; fonction publique territoriale (loi du 26 janvier 1984) ; fonction publique hospitalière (loi du 9 janvier 1986), complétées par des annotations de jurisprudence et de bibliographie.

Les déterminants sociaux de la santé : apports récents de l'épidémiologie sociale et des sciences sociales de la santé.

Marcel Goldberg, Maria Melchior, Annette Leclerc, France Lert
Sciences sociales et santé, volume 20, n° 4, décembre 2002

Les transformations du système de soins au cours des vingt dernières années : point de vue d'un acteur.

Claude Béraud
Sciences sociales et santé, volume 20, n° 4, décembre 2002

Deux nouvelles revues (éditions Masson).

Médecine palliative.

Pratique des soins palliatifs, des soins continus et de l'accompagnement des personnes en fin de vie : priorités de santé publique.

La revue Sage-Femme.

Revue scientifique d'information et de formation médicale continue des sages-femmes.

Notes de lecture

Usage nocif de substances psychoactives. Identification des usages à risque, outils de repérages, conduites à tenir.

Rapport au Directeur général de la Santé du groupe de travail présidé par le Pr. Michel Reynaud.
Paris : La Documentation Française 2002 ; 277 pages.

L'usage, banal, thérapeutique, et les conduites de dépendance aux substances psychoactives sont des entités médicales connues, à tout le moins bien cadrées. Entre les deux, que sait-on de l'abus (c'est-à-dire de l'usage nocif) des dites substances ?

Ce rapport, demandé par le directeur général de la Santé à M. le Pr Reynaud, psychiatre et chef de service hospitalo-universitaire, fournit la réponse à cette question sous forme d'une synthèse des connaissances actuelles établie par un groupe de spécialistes multidisciplinaire. Bien sûr, il convient de s'entendre sur la définition même de l'abus (étape indispensable avant toute classification et toute proposition d'action), puis d'énumérer et de décrire les risques de dommages liés à la consommation de ces substances, et enfin d'en distinguer les facteurs psycho-sociaux de risque et de gravité. Cela fait, les auteurs s'attachent à préciser les outils disponibles permettant un repérage précoce de ces abus, avant de poser les principes d'une prise en charge des sujets concernés et de décrire les stratégies d'aides aux consommateurs à problèmes.

JPP

Hospitalisation psychiatrique et droits de l'homme.

Assia Boumaza

Volume I : Le régime médico-administratif de l'hospitalisation psychiatrique. Volume II : La protection de la personne mentale hospitalisée.

Paris : CTNERHI 2002 : vol. I, 212 pages ; vol. II, 331 pages.

L'hospitalisation en psychiatrie continue d'évoquer le spectre de l'arbitraire. L'auteur montre que le statut du malade mental a évolué avec la loi du 27 juin 1990 et tout récemment avec celle du 4 mars 2002 sur les droits des malades.

Si les hospitalisations arbitraires sont certainement rares, il pourrait cependant persister des hospitalisations où les formalités légales n'ont pas été respectées.

Au plan du contentieux national de l'hospitalisation sans consentement, la dualité juridictionnelle complique l'accès à la justice et une unification du contentieux s'impose. La lenteur excessive des recours, en partie due au délai d'expertise psychiatrique, et la réalité du débat contradictoire ne satisfait pas les normes de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (celle-ci consacre le droit d'être jugé à bref délai).

Dans le volume II, l'auteur souhaite ne pas limiter son sujet à l'effectivité de la protection de la personne malade mental au seul moment de l'admission en institution psychiatrique. La liberté individuelle comprend non seulement la sûreté personnelle, mais aussi d'autres libertés physiques comme la protection de la vie privée et de l'intégrité corporelle.

L'auteur souhaite montrer que, dans l'attente de l'élaboration d'un réel statut personnel du majeur incapable, la protection de la personne malade mental hospitalisée demeure lacunaire.

GBDS

La dent normale et pathologique.

Etienne Piette, Michel Goldberg

Bruxelles : Editions De Boeck Université 2001, 1^{re} édition ; 392 pages.

Traditionnellement perçue comme un petit organe esthétique et très sensible du corps humain, la dent vient de sortir de son anonymat grâce à cet ouvrage de synthèse rédigé par des auteurs hospitalo-universitaires européens renommés en médecine dentaire.

Les connaissances scientifiques présentées sont assez récentes et concernent aussi bien les aspects dentaires normaux que pathologiques.

L'ouvrage est destiné non seulement aux étudiants de deuxième et troisième cycle en odontostomatologie mais aussi à tous les praticiens de médecine dentaire. Chacun y puisera des connaissances fondamentales et cliniques facilement utilisables en pratique quotidienne. La lecture est d'autant plus attrayante que l'iconographie est remarquable et très diversifiée.

Les aspects morphologiques et biologiques du développement dentaire sont rappelés avec concision. Un chapitre, particulièrement intéressant, est consacré aux bases moléculaires de ce développement. Il semble représenter une synthèse des connaissances sans équivalent dans la littérature française de référence.

Puis de page en page, de photographie en microphotographie, ce recueil distille son savoir sur la carie dentaire, les inflammations aiguës et chroniques de la pulpe et les complications locales et à distance d'origine dentaire. Les anomalies et les malformations des dents, fréquemment rencontrées dans la pratique quotidienne, sont aussi abondamment illustrées. Un catalogue détaillé des grands syndromes pouvant affecter les dents est fourni, ainsi qu'une classification des amélogénèses imparfaites.

L'ouvrage s'achève par un chapitre consacré aux tumeurs odontogènes directement inspiré de la liste établie en 1992 par l'Organisation mondiale de la santé.

Si ce recueil peut être consulté comme une encyclopédie, il permet sans nul doute de comprendre que la prophylaxie et le traitement curatif des lésions dentaires nécessitent un vaste domaine de connaissances.

MM

Petite encyclopédie critique du médicament.

Claude Beraud

Paris : Editions de L'Atelier 2002 ; 335 pages.

Dans ce premier livre, inaugurant la collection « encyclopédie critique », est rassemblé tout ce qu'il est essentiel de savoir sur le médicament. Dans un style clair, sans concession, souvent provocateur, l'ambition de l'auteur est de transmettre un état des lieux critique et argumenté sous une forme accessible à tous : professionnels de santé et malades.

En quatre chapitres, les questions clés sur le médicament sont abordées dans cet ouvrage à plusieurs niveaux de lecture, grâce à de nombreux encarts, de multiples références bibliographiques, un glossaire aux définitions claires.

Le premier chapitre est consacré au « médicament » : définition, évaluation de l'efficacité, pathologie iatrogène, vaccins, contrôles, dérives d'utilisation et politique du médicament.

La « prescription médicamenteuse », thème du second chapitre, aborde le volume de celles-ci, leurs dangers, le problème de l'observance, la pression des malades et de l'industrie, l'influence du tiers payant.

Dans « les aspects économiques », l'auteur s'attache à nous sensibiliser aux mystères de la fixation des prix et des taux de remboursement, à la publicité, aux vraies et fausses innovations, aux génériques, aux marges des pharmaciens d'officine, à la mondialisation.

Le dernier chapitre « Prospectives » est consacré aux médicaments d'avenir, à la future place de l'automédication et aux modes de distribution du futur.

L'auteur fait un bilan méthodique et approfondi des aberrations et incohérences de notre système de santé et certaines solutions ou alternatives sont suggérées. Cet ancien médecin-conseil national de la CNAMTS n'oublie pas, bien sûr, la nouvelle place que pourraient occuper les caisses d'Assurance maladie et leurs services médicaux (plates-formes d'information, achats des médicaments...)

MC

Protection sociale. Six ans de jurisprudence 1997-2002.

Xavier Prétôt (dir.)

Travail et Protection sociale Hors série – décembre 2002

Paris : Juris-Classeur 2002 ; 418 pages.

La jurisprudence en matière de droit de la protection sociale, par son abondance et ses subtilités juridiques, est très souvent hors de portée de ceux qui, au quotidien, ont à en faire usage et application dans leur activité professionnelle.

Dans ce numéro spécial de *Travail et Protection sociale*, Xavier Prétot, inspecteur général de l'administration et professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), se livre pour eux à ce travail de dissection, de classement et d'analyse.

Par les choix qu'il opère dans cette profusion de décisions – issues de l'activité des hautes juridictions françaises mais aussi et bien sûr, européennes -, par la mise en perspective avec les jurisprudences antérieures ou les nombreux et importants textes législatifs et réglementaires promulgués dans la période, Xavier Prétot, éminent connaisseur de la matière, nous dessine les évolutions de l'ensemble et trace les lignes directrices des changements à venir. A des fins immédiatement pratiques, l'auteur sait également traduire pour les lecteurs les formules ciselées des magistrats de ces hautes cours, faisant de cette compilation un véritable manuel : celui que tout praticien de la matière doit avoir dans ou à proximité de la main...

JPP

Dictionnaire encyclopédique des drogues.

Didier Pol

Paris : Ellipses 2002 ; 240 pages.

Cet ouvrage répertorie toutes les connaissances qui peuvent être nécessaires pour se documenter sur les drogues. On entend ici par drogue « toute substance susceptible de modifier le fonctionnement normal du cerveau et douée d'un potentiel d'abus et/ou de pharmacodépendance ».

Les thèmes abordés sont extrêmement variés et concernent les drogues illicites connues (cannabis, héroïne, cocaïne) qu'il s'agisse de leur histoire, des modes de production et d'utilisation ou de leurs effets sur l'organisme. Les substances psychotropes licites comme l'alcool, la caféine ou le tabac sont analysées de la même manière.

On trouve aussi les dénominations courantes ou argotiques de certains produits, les dénominations communes des principaux psychotropes, avec leurs utilisations éventuellement détournées.

Sont également abordés les principaux processus thérapeutiques, les risques liés à certains états comme la grossesse, les différents groupes, organismes ou dispositifs de lutte contre la drogue, la politique des différents pays dans ce domaine...

Toutes les informations essentielles liées au problème des drogues ou de la toxicomanie sont traitées dans ce dictionnaire qui permet une documentation rapide dans les domaines scientifique, économique, politique, judiciaire ou social. C'est un ouvrage complet, synthétique, agréable à consulter.

DC

Le principe de précaution. Environnement, santé et sécurité alimentaire.

Pierre Bechmann, Véronique Mansuy

Paris : Litec ; 2002, 238 pages.

Le principe de précaution est une notion contemporaine qui fait écho aux questions des personnes et de la société sur les développements des sciences, des techniques et des applications quelquefois déroutantes et inquiétantes qu'en font les Hommes.

Initialement, le champ d'application de ce principe était celui du droit de l'environnement (voir art. L. 110-1 du Code de l'environnement), mais a rapidement gagné celui du domaine sanitaire et alimentaire.

Alors même que son contenu reste difficile à circonscrire, la notion de principe de précaution – à tout le moins, la formule – fait l'objet des plus nombreuses sollicitations à l'appui des thèses les plus variées. L'abus de langage n'est pas loin, effet de mode oblige...

La lecture de cet ouvrage aura le mérite d'offrir à ceux qui s'y adonneront une analyse intéressante et fouillée des éléments historiques et juridiques de cette matière. Comme il sied à un ouvrage de cette nature, figurent en annexe les textes des grandes décisions issues des contentieux international (Cour internationale de justice, Organisation mondiale du commerce), communautaire (Cour de justice et tribunal de première instance des communautés européennes) et interne (Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, Cour de cassation...).

JPP

Commission nationale de l'informatique et des libertés.

22^e rapport d'activité 2001.

Paris : La Documentation Française, 2002, 359 pages.

Le développement des outils informatiques, chaque année plus puissants, touche tous les domaines de la vie sociale, politique, administrative, commerciale... Dès lors, il n'est pas étonnant que le rapport d'activité de la Commission nationale de l'informatique et des libertés soit aussi riche et intéressant.

Bien sûr, nos lecteurs liront avec un intérêt particulier les pages de ce rapport sur les droits des malades et le renforcement de l'accès aux données consacrés dans la loi du 4 mars 2002, ou encore celles sur le système national d'information interrégimes de l'Assurance maladie (SNIIRAM). Mais nous les invitons à parcourir les autres sujets abordés ici, qu'il s'agisse de la cybersurveillance sur les lieux de travail, de la diffusion de données personnelles sur Internet (comme, par ex., les décisions de justice), du marché de l'identité numérique, de la « E-administration » (voir, à ce propos, le livre blanc sur l'administration électronique commenté ci-dessous), les systèmes de reconnaissance biométrique...

Pour se persuader, s'il en était besoin, de la tâche et du rôle considérables de cette autorité administrative indépendante...

Note : sont disponibles chez le même éditeur, les actes (en français et en anglais) de la 23^e Conférence internationale des commissaires à la protection des données « Vie privée - Droit de l'Homme » organisée par la CNIL à Paris en septembre 2001.

JPP

Administration électronique et protection des données personnelles. Livre blanc. Rapport au ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat.

Pierre Truche, Jean-Paul Faugère, Patrice Flichy

Paris : La Documentation Française, 2002, 131 pages.

L'Etat a pour ambition, à l'horizon (déjà très proche) de 2005, de proposer en ligne toutes les démarches de particuliers, associations ou entreprises, ainsi que les paiements sociaux et fiscaux.

Outre le nécessaire développement des infrastructures techniques, ce projet bouleverse nombre d'habitudes et d'attitudes des administrations, au premier rang desquelles l'étanchéité entre elles (obligeant les usagers à emprunter des circuits souvent complexes pour obtenir des choses simples).

Mais les attentes et besoins de ces usagers ont évolué, tout comme sans doute leurs inquiétudes ou craintes quant à une utilisation malveillante et incontrôlée par le pouvoir (au sens large, politique, administratif) des données qu'il détient sur eux (d'où ce cloisonnement entre les administrations, honni mais en vérité voulu par les citoyens et leurs représentants).

On lira avec grand intérêt ce livre blanc qui aborde toutes les questions qui sous-tendent une évolution (ou, à l'inverse, une non-évolution) vers cette administration électronique, à la fois efficace et soucieuse de la protection des données personnelles.

JPP

La protection sociale en France.

Agence pour le développement et la coordination des relations internationales

Paris : ADECRI, 2003, 56 pages.

L'Agence pour le développement et la coordination des relations internationales (ADECRI) est née de la décision des caisses et unions nationales de sécurité sociale associées au Centre national d'études supérieures de sécurité sociale d'unir leurs efforts pour répondre aux institutions étrangères qui sollicitent une assistance technique (mise en place ou développement de leurs systèmes de protection sociale) ou des formations spécifiques (missions d'études, accueil de délégations...).

L'ADECRI édite et diffuse une plaquette de présentation de notre système de protection sociale, qui permet en quelques dizaines de pages au format poche de donner un aperçu très instructif sur la structure et l'organisation de l'assurance maladie, de l'assurance vieillesse, de la politique familiale, de l'action sanitaire et sociale et de l'assurance chômage.

Cette plaquette, disponible sur simple demande, est éditée en anglais et peut être téléchargée en langues chinoise et russe sur le site Internet de l'Agence. Sur ce site, les lecteurs intéressés trouveront également les comptes rendus et synthèses des programmes et projets en cours sur plusieurs pays des cinq continents.

Contact : ADECRI - 25-27 rue d'Astorg - F-75008 Paris

Tél. +33 (0)1 47 42 15 40

E-mail : adecri@worldnet.fr - Web : www.adecri.org

JPP

Les responsabilités du pharmacien.

Jean Lorenzi

Paris : Litec, 2002, 364 pages.

L'activité des pharmaciens exerçant en collectivité industrielle passée au crible de leurs obligations et de leurs responsabilités personnelles (exercice professionnel, déontologie, discipline), administratives (fabrication de médicament et autorisation de mise sur le marché), industrielles (fabrication, importation, exploitation, distribution...), civiles et pénales. Ce mode d'exercice particulier (producteur de médicament) ne soustrait pas le pharmacien aux règles de l'éthique qui gouvernent sa profession.

JPP

Droit pénal des produits de santé.

Lionel Benaïche, Marie-Laure Godefroy

Paris : Litec 2002, 350 pages.

L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, établissement public à caractère administratif, assume une mission générale de protection de la santé publique dans le domaine des produits à finalité sanitaire destinés à l'homme et des produits cosmétiques. Elle exerce une mission d'inspection et de contrôle sur l'application des lois et règlements relatifs à ces produits. Elle a, par délégation de la puissance publique, un pouvoir de police sanitaire sur l'ensemble de ces produits, et peut rechercher et constater les infractions pénales aux lois et règlements précités.

Après un rappel sur le droit pénal et sa procédure, cet ouvrage dresse l'inventaire complet des infractions de nature pénale qui peuvent être relevées par le corps d'inspection de l'Agence, décrit avec précision le déroulement de ces inspections et les moyens (juridiques) d'investigations des inspecteurs, ainsi que les obligations, responsabilités et protection statutaire de ces derniers.

JPP

Lecture critique et communication médicale scientifique.

Comment lire, présenter, rédiger et publier une étude clinique ou épidémiologique.

Louis-Rachid Salmi

Paris : Elsevier, 2^e édition, 2002, 354 pages.

Nous avons exprimé en son temps tout le bien que nous pensions de la première édition du livre de Louis-Rachid Salmi : la deuxième édition, revue et augmentée, mérite en toute logique les mêmes éloges.

En effet, LR Salmi, respectueux des observations formulées par ses lecteurs et fort de son expérience de chercheur et d'enseignant, a procédé à quelques aménagements de l'ouvrage original, tout d'abord en y introduisant un chapitre complet sur la communication dans les congrès scientifiques (source d'inquiétudes souvent justifiées, notamment la première fois, pour ceux qui sont appelés à y exposer leurs travaux), en y apportant des précisions sur l'élaboration des protocoles des études cliniques et épidémiologiques, et en y offrant la place qui désormais lui revient à la médecine factuelle (*evidence-based medicine*)

Même si l'ouvrage reste dense (et nul ne saurait s'en plaindre), l'auteur a disposé, notamment dans les parties consacrées à la lecture critique, des encarts de mise en exergue des éléments fondamentaux et ce, à des fins didactiques. Ceci en facilite assurément l'utilisation dans le cadre de formations.

La rédaction (ou la lecture critique) d'articles ou de rapports d'études est un travail minutieux, méthodique, soumis à des règles auxquelles nombre de chercheurs ou praticiens ne sont pas rompus. Il n'est pas certain que des enseignements systématiques de ces méthodes soient dispensés dans toutes les unités de formation scientifique ou médicale de nos universités, même si l'évolution se fait dans le bon sens. L'ouvrage de LR Salmi constitue à cet égard un outil remarquable et très complet sur lequel une telle formation peut prendre appui. Nous réitérons donc nos conseils passés, à savoir garder ce livre sur sa table de travail et s'y référer aussi souvent que nécessaire.

JPP

Penser la médecine. Essais philosophiques.

Robert Zitoun, Bernard-Marie Dupont (coord.)
Paris : Ellipses, 2002, 272 pages

Sont rassemblés dans cet ouvrage les textes des conférences de philosophie de la médecine données par des médecins (généralistes ou spécialistes), des psychologues et des philosophes dans le cadre de la formation des étudiants en médecine d'une faculté parisienne.

Toutes les « grandes » questions qui traversent l'exercice de la médecine, celles qui assaillent l'esprit et la conscience des praticiens pendant (ou, plus souvent après) leurs consultations, celles qui préoccupent nos concitoyens et leurs représentants au moment des choix de société (quelle médecine ? quels soins, pour qui, à quel coût ?), sont abordées dans ces conférences. La concision des textes, le style fluide (il s'agit, rappelons-le, de conférences) ont le mérite de permettre un abord facile de questions qui, elles, ne le sont pas.

JPP

Ethique de l'Internet santé.

Philippe Eveillard
Paris : Ellipses, 2002, 112 pages.

Les lecteurs assidus de la *Revue du Praticien-Médecine générale* bénéficient de longue date des conseils de Ph. Eveillard pour les aider à s'orienter et à ne pas se perdre dans le dédale des sites santé de l'Internet.

Fort de son expérience d'internaute et de chroniqueur, l'auteur nous livre ici ses réflexions d'utilisateur et de médecin sur quelques questions relatives à l'impact de ce nouveau mode de communication et d'accès à l'information qui modifie sensiblement les relations entre les malades et leurs soignants. Ainsi, tous les malades ont en théorie accès à une information dans le domaine de la santé, mais combien parmi eux savent véritablement chercher un document et en critiquer le contenu et la validité ? Du reste, ces informations, à les supposer sincères et exactes, sont-elles de nature à modifier la qualité de vie des patients en leur permettant de préserver ou d'améliorer leur santé ? pourquoi certains critères (professionnels ou éducatifs) sont-ils érigés en barrière à l'accès à certains sites ? comment à la fois développer la circulation et la transmission de données médicales personnelles et la nécessaire protection de celles-ci de toute divulgation ? etc.

JPP

Alcool Dommages sociaux. Abus et dépendance.

Expertise collective
Paris : Les éditions INSERM, 2003, 536 pages.

A la suite d'un premier et considérable volume sur les effets de l'alcool sur la santé (signalé fin 2001 dans cette revue), l'INSERM publie ce recueil, aussi complet et excellent que le premier, consacré aux

conséquences sociales de la consommation d'alcool, aux données épidémiologiques, aux prises en charges et traitements de l'abus et de la dépendance à l'alcool.

L'impact de la consommation d'alcool dans nos sociétés est important (accidents de circulation, violence, comportement au travail, dimension culturelle et économique, consommation précoce...) et les profils (biologiques, génétiques, culturels, sociaux, psychologiques...) des buveurs dépendants très divers.

L'état de la recherche qui est proposé par cette expertise collective est remarquable (données scientifiques disponibles au dernier trimestre 2002 recueillies dans plus de 2 000 articles) et constitue une référence sur le sujet.

JPP

Méthode globale de lecture critique d'articles médicaux à l'usage de l'étudiant et du praticien.

G. Landrivon

Paris : Frison-Roche 2002, 213 pages.

Un livre qui intéressera tous ceux qui sont confrontés à la recherche et l'identification d'informations pertinentes au sein d'une littérature scientifique surabondante. Ce livre pragmatique est construit autour de rappels théoriques abordant les différents types d'enquêtes. Il propose à chaque fois des articles originaux où le lecteur va pouvoir exercer son sens critique. Dans un deuxième temps, pour chaque article, l'auteur propose une analyse critique de l'article structurée autour d'une grille de lecture.

JL

Expertise collective. Troubles mentaux : dépistage et prévention chez l'enfant et l'adolescent.

Paris : Inserm 2002, 887 pages.

Un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent aux troubles mentaux chez l'enfant. Structuré en trois parties, il propose successivement une approche épidémiologique, une approche biologique et cognitive et une approche clinique. Cet ouvrage dense est écrit avec une grande clarté et en s'appuyant toujours sur une bibliographie riche.

JL

Gouverner la sécurité sociale. Les réformes du système français de protection sociale depuis 1945.

Bruno Palier

Paris : Presses Universitaires de France ; 2002, 466 pages

On ne saurait raisonnablement comprendre les réformes du système de protection sociale à venir (à tout le moins annoncées) sans d'une part connaître l'esprit du dispositif originel (1945) et d'autre part analyser les évolutions et transformations partielles ou sectorielles dont il a été l'objet pendant plus d'un demi-siècle.

Le sujet est assurément passionnant, qu'on le considère avec les yeux de l'historien, du sociologue, de l'économiste, du politicien, de l'administrateur ou tout simplement (mais essentiellement) du citoyen. Il n'en reste pas moins que le risque de vertige guette tout lecteur hardi qui aborde un tel sujet, tant les éléments et facteurs qui ont présidé au cours de ces cinquante années aux choix et décisions successives en matière de protection sociale sont nombreux, complexes, parfois obscurs.

Or, et c'est là son mérite, l'ouvrage de B. Palier, précis et documenté mais d'une grande facilité de lecture, résout pour nous cette difficulté de l'angle d'attaque d'une si vaste entreprise. Il rend l'ensemble lisible, intelligible, et permettra à tous d'analyser les prochaines mutations avec plus d'acuité.

JPP

Prise en charge de la maladie d'Alzheimer en Europe.

Marie-Eve Joël, Elisabeth Cozette (édité par)

Paris : Inserm, Questions en santé publique ; 2002, 283 pages.

Bilan de l'organisation et du fonctionnement du système d'aide et de soins aux personnes âgées atteintes de démence sénile de type Alzheimer dans huit pays de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Portugal, Royaume-Uni et Suède).

Comme le souligne un des contributeurs français à cet ouvrage collectif (Alain Colvez), l'intérêt d'une comparaison internationale, en soi limitée, prend tout son intérêt pour cette maladie à maints égards particulière. En effet, la démence de type Alzheimer a bouleversé les relations entre les professions de santé et les malades, en faisant émerger le rôle essentiel, crucial (et oublié, sans doute) des proches, des familles, des aidants dans sa prise en charge au quotidien et dans le long terme.

Les systèmes de soins doivent donc en tenir compte, notamment en soutenant ces aidants, eux-mêmes soumis aux contraintes de cette maladie éprouvante.

Et à cet égard, tous les pays ne procèdent pas de la même manière. De là, l'idée d'en faire le point, et peut-être, d'en tirer des conclusions et des propositions d'amélioration de nos organisations actuelles.

JPP

Médecines non conventionnelles et droit.

Isabelle Robard

Paris : Litec ; 2002, 151 pages.

Le terme générique de médecines non conventionnelles, utilisé par le Parlement européen depuis une dizaine d'années et repris ici par l'auteur, recouvre ce que nous rangeons sous les appellations de médecines naturelles, parallèles, douces, complémentaires ou alternatives, expressions un peu fourre-tout pour des pratiques mal définies ou mal connues

Une chose est certaine, s'agissant de ces médecines : elles sont de plus en plus utilisées, pratiquées et – ceci est important pour l'avenir – revendiquées par les patients eux-mêmes. Le mouvement n'est pas récent, mais s'accroît nettement depuis vingt à trente ans, de manière différente selon les pays. Des revues médicales, indexées dans les meilleures bases bibliographiques, leur sont exclusivement consacrées.

Les législations des états évoluent-elles pour autant ? Le poids des institutions historiques (notamment ici, la médecine dite allopathique) est-il suffisant à empêcher le développement si ce n'est scientifique à tout le moins sociétal de ces pratiques médicales ?

L'ouvrage présenté ici fait un état des lieux des plus intéressants sur cette question, en distinguant le point de situation en France (où la « résistance » dans ce domaine est plus marquée, selon l'auteur) et dans d'autres pays (Europe communautaire ou non, Amérique du Nord, Afrique, Australie, Chine). Le sujet est délicat pour les instances politiques de nos démocraties, prises entre leur souci de préserver à leurs citoyens leur liberté de choix thérapeutique et celui de leur garantir une sécurité optimale. Ceci appelle des débats (nécessairement longs) qui, d'une certaine manière, marginalisent les extrémistes de chacune des chapelles.

JPP